

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
DES EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Nord)**

(12 octobre 2009)

(Étendu par arrêté du 6 avril 2010,
Journal officiel du 16 avril 2010)

AVENANT N° 4 DU 23 OCTOBRE 2018

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1997021M

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles FDSEA du Nord ;

Union syndicale des producteurs de grains et graines de semences du Nord ;

Fédération départementale des CUMA du Nord ;

Chambre syndicale des horticulteurs et pépiniéristes du Nord de la France,

D'une part, et

Syndicat SGA CFDT 59 ;

Fédération CFTC-Agri ;

Union départementale du syndicat du Nord Force ouvrière ;

Syndicat SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans l'objectif de préserver le régime de prévoyance institué par l'accord collectif des salariés non cadres des exploitations et entreprises agricoles du Nord du 12 octobre 2009 et ses avenants, les organisations syndicales salariales et patronales, représentatives au plan départemental, décident de procéder au rééquilibrage du régime par une baisse des garanties incapacité permanente de travail et une hausse des cotisations.

Article 1^{er}

Baisse des prestations de la garantie incapacité permanente

Le premier paragraphe de l'article 5 de l'accord du 12 octobre 2009 et ses deux alinéas sont annulés et remplacés par les suivants :

« Article 5

Garantie incapacité permanente (invalidité)

Les salariés bénéficient, en cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3 reconnue par le régime de base obligatoire ou en cas d'attribution d'une rente accident du travail pour une incapacité au moins égale aux 2/3, du versement d'une pension d'invalidité complémentaire aux prestations versées par le régime de base obligatoire précité.

La pension d'invalidité complémentaire est servie mensuellement à terme échu et est égale à :

- 75 % du salaire brut sous déduction de la pension d'invalidité ou de la rente incapacité servie au titre du régime de base obligatoire pour les invalides de catégorie 2 et 3 ou pour les bénéficiaires d'une rente accident du travail pour une incapacité au moins égale aux 2/3 ;
- 55 % du salaire brut sous déduction de la pension d'invalidité servie au titre du régime de base obligatoire pour les invalides de catégorie 1.

Les modifications susmentionnées s'appliquent pour toute reconnaissance d'un état d'incapacité permanente de travail prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2019. »

Article 2

Modification des cotisations

Les dispositions du « 2. Taux de cotisations et répartitions » de l'article 7 « Cotisations » de l'accord du 12 octobre 2009 sont remplacées par les suivantes :

« 2. Taux de cotisations et répartitions

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies aux articles 4 à 6 est de :

Taux global :

- 1,91 % à compter du 1^{er} janvier 2019 ;
- 1,99 % à compter du 1^{er} janvier 2020.

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

À compter du 1^{er} janvier 2019

(En pourcentage.)

GARANTIES	TOTAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,36	0,215	0,145
Incapacité temporaire			
– mensualisation (*)	0,40	0,400	–
– relais mensualisation	0,44	–	0,440
Assurance charges sociales patronales	0,14	0,140	–
Incapacité permanente	0,57	0,399	0,171
Total	1,91	1,154	0,756
(*) L'obligation de maintien de salaire à la charge de l'employeur résultant de la mensualisation est intégralement prise en charge par l'employeur.			

À compter du 1^{er} janvier 2020

(En pourcentage.)

GARANTIES	TOTAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,36	0,215	0,145
Incapacité temporaire			
– mensualisation (*)	0,40	0,400	–
– relais mensualisation	0,44	–	0,440
Assurance charges sociales patronales	0,14	0,140	–
Incapacité permanente	0,65	0,455	0,195
Total	1,99	1,210	0,780
(*) L'obligation de maintien de salaire à la charge de l'employeur résultant de la mensualisation est intégralement prise en charge par l'employeur. »			

Article 3

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent avenant dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à l'unité départementale du Nord-Lille de la DIRECCTE Nord - Pas-de-Calais, 77, rue Léon-Gambetta, BP 665, 59033 Lille Cedex.

Fait à Sars-et-Rosières, le 23 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)